

ou ne le fera pas convenablement et notre premier ministre respecté a apparemment permis au parti de l'opposition dans la Grande-Bretagne de se servir de lui dans sa campagne contre le gouvernement de la Grande-Bretagne. C'est un fait notoire que le parti de l'opposition dans la Grande-Bretagne demande plus de dreadnoughts au gouvernement et que chaque fois qu'une proposition est faite par l'une des possessions d'outre-mer—certaines de ces propositions dont les journaux ont parlé sont sérieuses et certaines autres sont des trompes—l'œil—chaque fois que l'on fait pareille proposition, l'on crie à tue-tête que le gouvernement libéral de la Grande-Bretagne ne fait pas son devoir envers l'empire, sans quoi pareil cadeau n'aurait pas été nécessaire. La coopération dans la défense entre le Canada et la Grande-Bretagne, voilà ce dont le Canada et la Grande-Bretagne ont besoin, mais la coopération dans la politique entre le Canada et le Royaume-Uni, n'est conforme ni aux intérêts du Canada ni à ceux du Royaume-Uni. Il s'agit non seulement d'une exigence politique d'outre-mer, il y a eu aussi une exigence politique de ce côté-ci de l'Atlantique.

On se souvient que, lorsque le chef du parti libéral a fait connaître son programme naval, le premier ministre, qui était alors chef de l'opposition, s'y est moins opposé que son ami, M. Henri Bourassa. M. Bourassa et son collègue, M. Lavergne, et, au nombre de vingt et un, des députés qui appuient le premier ministre et qui le maintiennent au pouvoir, se sont prononcés contre la politique navale de Laurier, parce qu'elle reconnaissait le principe des services personnels du Canada, le principe des services personnels à rendre à l'empire. Le fait que ce programme offrait les services personnels du Canada ne le justifiait pas aux yeux de ces vingt et un adeptes et disciples de la fidélité impériale qui forment aujourd'hui l'entourage du premier ministre. Afin de ne pas insister trop longtemps sur ce point, je dirai qu'il y avait une exigence politique qui a amené une entente entre le premier ministre et ses partisans, entre le premier ministre ultra-impérialiste et ses amis et les partisans anti-impérialistes qui le maintiennent au pouvoir. L'entente était que devant le public, lorsqu'ils faisaient de la propagande dans les paroisses, qu'ils réclamaient une élection du haut de la tribune populaire, ils seraient contre le projet d'une marine canadienne, contre un don à la flotte anglaise, contre toute aide pour le maintien de la prépondérance navale de l'empire. Mais lorsqu'il fut question pour le premier ministre de prendre les rênes de l'administration, et pour ces messieurs d'arriver au pouvoir, de dispenser les faveurs et d'exercer l'autorité, le premier ministre était prêt à mettre de l'eau dans son vin et à sacrifier la doctrine qu'il a lui-

M. OLIVER.

même exposée à la Chambre, il y a trois ans à peine, et ces vingt et un députés étaient prêts à sacrifier des principes qu'ils défendaient devant leurs électeurs pour se faire élire. Ils en vinrent à une entente, non pas tous, mais la plupart, pour appuyer le projet d'un don à la marine impériale à la condition qu'on supprimerait le service personnel du Canada ou des Canadiens.

Je le répète, on a agi ainsi au nom de la fidélité à l'empire. Je soutiens ici que la population canadienne, lorsque les gouvernants faisaient table rase de la politique de défense navale de leurs prédécesseurs, avait le droit de savoir qu'ils se mettaient aux yeux du public dans une situation telle qu'il devenait nécessaire de leur part de déclarer leur programme de défense navale canadienne ou impériale. Ils avaient eu quatorze mois pour prendre une décision. La question est-elle importante? Certes, le salut de l'empire est une question assez grave pour occuper l'attention de ces intelligences d'élite pendant un intervalle de quatorze mois.

De leur propre aveu, cette question est d'une importance si grande que leur devoir les oblige à offrir au pays un programme pondéré concernant le rôle du Canada dans la défense de l'empire. Ils ne sauraient invoquer plus longtemps comme excuse qu'ils font face à un besoin, car il n'existe pas de besoin. Par conséquent, il est de leur devoir de dire, et le pays a le droit de savoir, ce qu'ils se proposent de faire. Permettra-t-on au Gouvernement de traiter sans cesse à la légère les intérêts vitaux du Canada et de l'empire? Suffira-t-il au premier ministre et à ses collègues de dire: "Nous n'avons pas eu le temps de nous occuper de cette question d'importance vitale"? Les habitants de ce pays ont le droit de dire au Gouvernement: C'est à vous de trouver le temps nécessaire; le problème de la défense, s'il en existe un, n'est pas un problème qui souffre des retards. S'il y a une crise dans les affaires de l'empire britannique, comme quelques députés l'ont crié à tue-tête à maintes reprises, quels sont ces hommes qui se croient les bras d'un jour à l'autre, de mois en mois, pendant quatorze mois, et n'ont aucun projet à proposer concernant ce que le Canada doit faire pour faire face à cette crise?

Inutile d'insister d'avantage. Le devoir du Gouvernement est manifeste. Au cours du présent débat, il a été clairement démontré pourquoi il n'a pas soumis de projet au pays. La raison saute aux yeux; c'est parce qu'ils n'ont pas pu s'entendre sur un programme. Les uns déclarent que le paiement de \$35,000,000 est final et définitif. En disant ceci, je ne dénature pas le sens des paroles du ministre des Postes. Les autres laissent entendre que ce don